

Cycle de l'eau

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Table ronde 19 – Mercredi 28 septembre 2022

CONCILIER USAGES, OUVRAGES ET CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE DES RIVIÈRES

INTERVENANTS



Animation par Hélène HERZOG-STASI

Claude MIQUEU

Coprésident du groupe de travail Continuité écologique du Comité national de l'eau

Virginie PASTOR

Chargée d'études du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse

Jean-François MARY

Président de l'EPTB Eaux & Vilaine

Anne-Sophie BLANCHARD

Coordinatrice du Sivalodet et de la CLE du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Odet

Hélène HERZOG-STASI

L'état de nos cours d'eau a des incidences dans de nombreux domaines : biodiversité, eau potable, agriculture, pêche, loisirs, industrie, etc. La qualité de l'eau de nos rivières est donc primordiale, mais elle se trouve menacée par les impacts des activités humaines et des ouvrages qui font obstacle à la circulation des espèces et des sédiments. C'est pourquoi la restauration de la continuité écologique des rivières se heurte souvent aux intérêts économiques, énergétiques et patrimoniaux locaux.

Comment concilier usages, ouvrages et continuité écologique des rivières ? Tel est l'objet de cette table ronde, qui réunit quatre participants d'horizons très différents.

Tout d'abord, j'accueille Claude Miqueu, coprésident du groupe de travail Continuité écologique au sein du Comité national de l'eau.

Virginie Pastor nous a rejoints en visioconférence. Elle est chargée d'études au sein du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, dans le Sud des Yvelines.

Jean-François Mary préside l'EPTB Eaux & Vilaine.

Enfin, Anne-Sophie Blanchard est coordinatrice du Sivalodet et de la CLE du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Odet.

Hélène HERZOG-STASI

MONSIEUR MIQUEU, VOUS ÊTES TRÈS IMPLIQUÉ DANS LA POLITIQUE D'APAISEMENT DES OPÉRATIONS DE RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE DES COURS D'EAU. EN 2021, VOUS AVEZ CONDUIT UNE MISSION SUR LES COURS D'EAU DU BASSIN ADOUR-GARONNE, DONT LES CONCLUSIONS ONT FAIT L'OBJET D'UN RAPPORT. DANS UN PREMIER TEMPS, POUVEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER L'HISTORIQUE ET LE RÔLE DU GROUPE DE TRAVAIL QUE VOUS PRÉSIDEZ ?

Claude MIQUEU

Avant toute chose, je dois vous parler de l'Europe, car il me paraît essentiel de dépasser notre vision franco-française. Dans une étude récente, l'Office international de l'eau montre qu'en Belgique, au Royaume-Uni, en Espagne et au Luxembourg, la continuité écologique est tout aussi controversée qu'en France.

Hélène HERZOG-STASI

FAUT-IL EN CONCLURE QUE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE EST UN SUJET DIFFICILE ?

Claude MIQUEU

En effet. C'est un sujet difficile, sensible et parfois violent. Il fait directement référence aux seuils aménagés dans les rivières, dont certains usages posent de nombreuses difficultés. Je pense en particulier à l'hydroélectricité et aux moulins. Or, ces seuils sont réglementés par la directive-cadre sur l'eau (DCE), qui dispose que la continuité écologique est indispensable à la qualité de l'eau. La continuité écologique repose sur deux critères : le transport sédimentaire et la circulation des poissons migrateurs.

J'en viens à la genèse du groupe de travail. En mai 2017, je présente au Comité national de l'eau un projet de décret sur la continuité écologique, qui reçoit un avis défavorable. Je relaie ce refus au Comité national de l'eau. Son président demande alors la mise en place d'un groupe de travail national regroupant des représentants du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et du Comité national de l'eau.

En juin 2018, la commission coprésidée à l'époque par Simone Saillant et moi-même livre ses conclusions. Un an après, le 30 avril 2019, une note signée par le Directeur de l'Eau et de la Biodiversité officialise un texte d'une grande portée, dont Simone Saillant et moi-même sommes les concepteurs : « Pour une politique apaisée de restauration de la continuité écologique des cours d'eau ».

Ce texte prévoit sept actions et six annexes correspondant à l'ensemble des mesures à décliner sur nos territoires, par le dialogue et la concertation entre usagers. Pour faciliter le déploiement de ces actions, nous entreprenons de rédiger des « livrables », autrement dit des modes d'emploi. Suite aux derniers contentieux, nous avons stoppé cette démarche, mais nous espérons pouvoir la reprendre bientôt.

L'Office français de la biodiversité (OFB), la FNCCR et l'Association nationale des élus de bassin ont lancé des travaux autour de la note. Nous attendons que les modes d'emploi soient disponibles pour que la « politique apaisée » redevienne une réalité socio-politico-économique sur le terrain.

Hélène HERZOG-STASI

QUELS SONT LES PRINCIPAUX POINTS DE DÉSACCORD ?

Claude MIQUEU

Pour répondre à votre question, il faut examiner les forces en présence : dans un camp, les hydroélectriciens et les fédérations de moulins ; dans l'autre camp, les fédérations de pêcheurs et France Nature Environnement.

La continuité écologique doit s'apprécier dans le respect des deux contraintes précitées : transport sédimentaire et circulation des poissons. Pour respecter les trois critères prévus par l'article L. 214-17 du Code de l'environnement, tout seuil doit être géré, entretenu et équipé. Cela implique des aménagements tels que l'installation d'une passe à poissons ou d'une passe à canoë. Les sports d'eau vive, dont l'importance est parfois minimisée, constituent en effet une réalité sociétale à prendre en compte.

L'OFB déplore que l'effacement ou l'aménagement du seuil ne soit pas obligatoire. Les débats parlementaires très vifs engagés dans le cadre de la loi climat et résilience ont en effet abouti à l'article 49, qui introduit une dérogation. Ce dernier dispose qu'il n'est plus possible de financer l'effacement des seuils des moulins sur des fonds publics.

La situation actuelle est donc très conflictuelle, car nous sommes interpellés par des propriétaires de moulin qui ne peuvent bénéficier de subventions publiques pour effacer leur seuil. Or, les autres seuils (eau potable, irrigation) ne sont pas concernés par l'article 49.

Quant aux hydroélectriciens, ils sont tenus d'installer des grilles sur leurs turbines pour protéger les poissons. Les associations militent pour que ces grilles soient très fines. Mais les hydroélectriciens ont besoin d'un débit

suffisamment fort pour actionner les turbines.

Nous faisons donc face à un contentieux très épineux, qui a mené à une grande confusion juridique. En l'espace d'un an, le Conseil constitutionnel et le Conseil d'État ont été saisis sur cette question. En juillet dernier, le Conseil d'État a donné raison à FNE et à la Fédération nationale de la pêche en France (FNPF).

Ces fluctuations jurisprudentielles nécessitant une analyse, j'ai interpellé le directeur de l'OFB et le président du Comité national de l'eau. Ils m'ont donné pour consigne de garder le cap de la politique apaisée. Je peux donc vous annoncer que nous reprenons nos travaux et que nous porterons ce dossier lors du Comité national de l'eau du 13 octobre.

Pourtant, à la suite de mes travaux sur le bassin Adour-Garonne, j'ai constaté que les contentieux sur le terrain étaient minimes. Or, ce constat peut être étendu à d'autres bassins tels qu'Artois-Picardie, Rhin-Meuse ou la Corse. Il semblerait, en revanche, que Loire-Bretagne et Seine-Normandie concentrent de nombreux litiges. En tout état de cause, il existe bien une distorsion entre la réalité médiatique et la réalité sur le terrain.

Hélène HERZOG-STASI

AVEZ-VOUS DES RAISONS D'ESPÉRER, ET QUELLES SONT-ELLES ?

Claude MIQUEU

La priorité consiste à savoir si nous sommes en mesure d'apporter du contenu méthodologique pour alimenter la co-construction. Je pense en premier lieu à la connaissance.

Nous avons rencontré récemment le Directeur général de l'OFB, qui s'est déclaré ouvert à une démarche de co-construction, affichant son attachement au dialogue. Nous devons nous adresser aux autres acteurs pour savoir s'ils sont prêts à s'inscrire dans la même perspective.

La connaissance n'a de sens qu'à condition d'être débattue, auquel cas elle peut être partagée ou remise en cause.

Pour en revenir à l'Europe, il faut savoir que la Commission européenne prépare une nouvelle directive consacrée à la restauration de la nature. Avant l'été, elle a demandé aux 27 Etats membres de l'Union européenne d'engager une réflexion pour améliorer l'état de 25 000 km de cours d'eau. De toute évidence, l'Europe entend faire de l'effacement des seuils une prio-

rité. Pour notre part, nous devons œuvrer pour que les seuils continuent d'être gérés, équipés et aménagés dans le dialogue et la co-construction.

Hélène HERZOG-STASI

VIRGINIE PASTOR, IL ARRIVE QUE LES INITIATIVES DÉPLOYÉES SUR LE TERRAIN SE DÉROULENT DANS DE BONNES CONDITIONS, AU PRIX D'UNE GRANDE ÉNERGIE. JE RAPPELLE QUE TOUT PARC NATUREL RÉGIONAL DOIT FORMALISER SES ENGAGEMENTS PAR LA RÉDACTION D'UNE CHARTE. LA VOTRE PRÉVOIT JUSTEMENT LA RESTAURATION ET LA PRÉSERVATION DE LA TRAME BLEUE. POURQUOI CE CHOIX ? COMMENT SE TRADUIT-IL SUR LE TERRAIN ?

Virginie PASTOR

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) sont nés de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), en 1965, pour favoriser le développement durable. Il s'agissait de rassembler différentes disciplines pour préserver la biodiversité tout en permettant le développement économique et social et l'aménagement du territoire.

Les 58 PNR couvrent aujourd'hui près de 20 % du territoire français. L'Île-de-France en compte 4. Tous les acteurs de territoire (État, régions, départements, communes et intercommunalités) définissent ensemble les actions qu'ils souhaitent mener. Ces engagements sont effectivement officialisés par le biais d'une charte. Notre charte actuelle, qui portait initialement sur la période 2011-2023, a été prolongée jusqu'en 2026.

Le plan du parc, opposable aux documents d'urbanisme, définit tous les acteurs, enjeux et axes prioritaires.

Hélène HERZOG-STASI

POURRIEZ-VOUS PRÉCISER QUI SONT LES PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LA SIGNATURE DE LA CHARTE ?

Virginie PASTOR

Les signataires sont l'État, la région, les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale. Toutefois, de nombreux autres acteurs contribuent à définir les actions, notamment les syndicats de rivière, les associations naturalistes ou encore les associations de protection du patrimoine.

La préservation des rivières est un objectif important pour notre territoire, en raison de la présence de truites fario.

Notre PNR comprend 250 km de petites rivières. Les chutes d'eau étant de faible hauteur, le potentiel hydroélectrique est minime, mais nous devons malgré tout aborder ce sujet avec les usagers.

Hélène HERZOG-STASI

POUVEZ-VOUS NOUS DONNER DES EXEMPLES DE PROJETS DE RESTAURATION ?

Virginie PASTOR

Je vous propose de visionner une vidéo de sensibilisation diffusée lors d'un projet de restauration de l'Yvette, dans un secteur plutôt urbain.

Une vidéo est projetée en séance ([lien](#)).

Nous consacrons beaucoup de temps aux actions de sensibilisation sur le terrain. Nous devons constamment rappeler aux riverains l'importance de préserver la continuité de la rivière, notamment pour limiter les impacts des inondations.

Hélène HERZOG-STASI

COMMENT PARVENEZ-VOUS À CONCILIER LES DIFFÉRENTS ENJEUX ?

Virginie PASTOR

La tâche est difficile, mais les individus sont capables d'évoluer. J'ai pu constater que des élus assez âgés, farouchement attachés à leurs positions, finissaient malgré tout par changer de point de vue.

La photographie projetée montre un ouvrage destiné à rétablir la continuité écologique sur la rivière. Ce projet a emporté l'adhésion de toutes les parties prenantes. Le maire, qui s'était pourtant montré réticent, est aujourd'hui très satisfait du résultat.

Pour mener à bien ces actions, il convient de privilégier les projets moins ambitieux, d'impliquer activement les maires, de mettre en avant les intérêts écologiques, de réunir les riverains et d'associer tous les partenaires (ministère de l'Environnement, ministère de la Culture, Directions départementales des territoires - DDT, Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL, services d'archéologie). Il faut impérativement impliquer les services administratifs dans ces projets, sous peine d'être entravé par des contraintes juridiques et réglementaires.

Hélène HERZOG-STASI

Merci pour ce témoignage.

ANNE-SOPHIE BLANCHARD, VOTRE ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN (EPTB) PORTE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE DIRECTE DE VOS TRAVAUX EN RIVIÈRE. POUVEZ-VOUS NOUS PRÉSENTER VOTRE STRUCTURE ET NOUS EXPOSER VOTRE VISION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE DES RIVIÈRES ?

Anne-Sophie BLANCHARD

Je travaille sur un petit bassin versant de 785 km², dans le Finistère Sud. Ce territoire couvre 32 communes et 7 EPCI. Il compte plus de 1 000 km de cours d'eau et représente environ 10 % du Finistère.

Le Sivalodet est un syndicat de bassin versant, labellisé EPTB depuis 2010. Cette structure porte le SAGE). Outre cette activité de planification, le Sivalodet est aussi chargé de la programmation et de la maîtrise d'ouvrage de différentes actions. Enfin, les EPCI nous ont transféré la compétence GEMAPI.

La restauration des milieux aquatiques est un enjeu important du SAGE. Il faut savoir que les SAGE sont pilotés par les commissions locales de l'eau, où siègent l'ensemble des acteurs du territoire : élus, usagers, industriels, agriculteurs, mais aussi services de l'État.

Nous travaillons depuis plusieurs années sur la problématique de la continuité écologique. Dès 2012, nous avons réalisé une étude pour diagnostiquer les 68 ouvrages principaux de notre territoire (seuils de moulin, ponts) et définir les actions à prioriser. Dans ce cadre, nous avons analysé quatre éléments principaux : le transit sédimentaire, l'ensemble des usages, la migration des poissons et la répartition des débits.

Cette étude a permis d'identifier un certain nombre d'ouvrages posant des difficultés sur l'une ou l'autre des quatre composantes. S'en sont suivies des études spécifiques sur certains ouvrages.

Dans un cas, il nous a fallu racheter un droit d'eau à des propriétaires de moulin afin d'effacer complètement le seuil. Ce travail a été réalisé en concertation avec les propriétaires et les associations.

Par ailleurs, une étude est en cours pour l'aménagement d'une passe à poissons sur un autre moulin, car les propriétaires tiennent à préserver le potentiel hydroélectrique de leur ouvrage.

Hélène HERZOG-STASI

Si je comprends bien, les propriétaires de moulin peuvent vous opposer un refus...

Anne-Sophie BLANCHARD

Oui. C'est pourquoi nous nous efforçons de leur proposer une solution susceptible de leur convenir : effacement partiel ou total ou aménagement de passes à poissons.

Pour illustrer ces propos, je voudrais vous faire part des actions menées autour de deux seuils d'anciens moulins appartenant à la ville de Quimper. Celle-ci nous a délégué la réalisation des études et travaux afférents. La démarche s'est déroulée en concertation avec les services de l'État, les fédérations de pêche et les associations de moulins.

Le premier cas portait sur un seuil de moulin en aval de Quimper. L'analyse multicritères a conclu que l'effacement du seuil était moins onéreux que l'aménagement d'une passe à poissons. Il faut savoir que le bâtiment du moulin à proprement parler a disparu. La décision prise n'a pas satisfait l'Association des moulins du Finistère, qui a invoqué le potentiel hydroélectrique du cours d'eau.

Hélène HERZOG-STASI

LA FÉDÉRATION DES MOULINS DE FRANCE REND-ELLE UN AVIS AU CAS PAR CAS, OU SE PRONONCE-T-ELLE SUR LA BASE D'UNE POSITION GÉNÉRALE ?

Anne-Sophie BLANCHARD

La Fédération s'exprime au nom d'une position nationale dogmatique, alors qu'il nous paraît préférable d'adapter les décisions en fonction des enjeux spécifiques à chaque ouvrage.

Le second cas concerne un ouvrage localisé dans le quartier de Moulin Vert, dans le centre-ville de Quimper. L'effacement partiel permettait de préserver une partie du seuil et répondait donc à l'enjeu patrimonial. Il existait déjà sur cet ouvrage une passe construite en 1925, mais elle avait été conçue pour permettre le passage des saumons et ne répondait donc pas à l'ensemble des exigences.

Les élus de la précédente mandature avaient émis des réserves envers le principe de l'effacement partiel, car ils craignaient une modification du paysage. Ils avaient toutefois fini par accepter cette proposition. Suite aux élections municipales de 2020, il a fallu convaincre les nouveaux élus de l'utilité de cet aménagement. Nous sommes parvenus à obtenir leur accord. Enfin, en novembre 2020, nous avons reçu l'arrêté préfectoral d'autorisation des travaux.

La loi climat et résilience a été promulguée en août 2021. L'Agence de l'eau nous a fait savoir qu'elle n'était pas certaine de pouvoir subventionner les travaux nécessaires, en raison des nouvelles dispositions légales. L'Association des moulins a mis en exergue le potentiel hydroélectrique de la chute d'eau pour demander l'annulation du projet.

Pour notre part, nous avons considéré que l'antériorité de l'autorisation préfectorale par rapport à la loi nous permettait de lancer les travaux. Nous avons donc lancé une consultation au printemps 2022 pour le premier ouvrage. En ce qui concerne le second ouvrage, les travaux sont en cours.

Toutefois, en juin 2022, l'Association des Moulins du Finistère et la Fédération française de sauvegarde des moulins ont déposé une requête en référé-suspension auprès du tribunal administratif de Rennes pour mettre fin aux travaux. À cette période, les travaux sur l'ouvrage de Moulin Vert étaient quasiment achevés. Nous avons donc pris la décision de les mener à leur terme. À la mi-juillet, le recours des associations a été débouté par le tribunal, mais sur la forme. Un nouveau recours reste donc possible.

Sur l'ouvrage de Moulin Vert, l'intervention a consisté à créer une encoche sur une partie du bâti, ce qui a permis de préserver la structure de l'ouvrage et de conserver le seuil. Pour ces travaux, nous avons obtenu un accord de subvention de l'Agence de l'eau et un financement à hauteur de 10 % de la région Bretagne. Le reste à charge est réparti entre le Sivalodet et la ville de Quimper.

Hélène HERZOG-STASI

Je vous remercie pour ce partage d'expérience très intéressant.

MONSIEUR MARY, VOUS ÊTES LE REPRÉSENTANT DE L'EPTB EAUX & VILAINE. QUELS SONT LES BESOINS ET ENJEUX EN MATIÈRE DE CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR CE TERRITOIRE ?

Jean-François MARY

Notre EPTB exerce les mêmes compétences que le Sivalodet de l'Odet, mais couvre une superficie 15 fois supérieure, avec 15 000 km de cours d'eau. Notre organisation se compose d'une unité de gestion aval et de deux unités de gestion amont, et couvre près de 11 000 km². Elle regroupe aussi deux autres syndicats de bassin versant : le syndicat mixte du grand bassin de l'Oust et le syndicat Chère Don Isaac.

Enfin, une communauté située dans les Côtes d'Armor devrait rejoindre prochainement notre EPTB. Notre compétence s'étend donc sur six départements.

Je rappelle que la continuité écologique est l'un des critères déclassants (de la directive-cadre sur l'eau) en matière de qualité des masses d'eau.

Sur notre territoire, la présence de moulins remonte au XVII^e siècle. Tandis que les bâtiments sont plutôt en bon état, les ouvrages hydrauliques sont très dégradés, faute d'entretien. Dans ces conditions, la continuité écologique n'est plus assurée. Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, le moulin remplissait une fonction économique, mais cet usage a complètement disparu. L'équipement est donc laissé en déshérence.

La « liste 1 » correspond aux cours d'eau « chevelus », soumis à une réglementation beaucoup plus souple. La « liste 2 » rassemble les grands cours d'eau, calibrés pour la navigation. À ce propos, il faut savoir que le canal de Nantes à Brest entrave la continuité écologique puisqu'il comporte de nombreuses retenues d'eau.

Par ailleurs, la Vilaine est le seul fleuve de France doté d'un barrage estuarien : le barrage d'Arzal. Financé par l'Union européenne, il a été mis en service à la fin des années 1960 en vue de développer 10 000 hectares de cultures dans le marais. Actuellement, ce barrage sert essentiellement à produire de l'eau potable et à limiter les crues en amont.

Il existe aussi plusieurs grands barrages en amont, notamment à Vitré, également destinés à produire de l'eau potable et à réduire les crues sur le secteur de Châteaubriant. Une partie de ces ouvrages relèvent du domaine public fluvial.

Les ouvrages prioritaires, dits de « liste 2 », présentent des seuils qui peuvent atteindre 7 m, empêchant ainsi la continuité écologique. Je rappelle que certaines voies routières comprennent aussi des seuils allant de 3 m à 5 m.

Sur le bassin de la Vilaine, 181 ouvrages sur 307 sont conformes, dont 77 à la suite de travaux. Ces chiffres reflètent les actions en cours.

Hélène HERZOG-STASI

À en croire Mme Blanchard, les passes à poissons ne sont pas toujours adaptées aux besoins.

Jean-François MARY

Les passes à poissons sont primordiales, particulièrement à l'aval. Je pense notamment au cas de l'anguille, une espèce répandue dans le Bassin de la Vilaine et

en Bretagne. Pour permettre la continuité écologique, d'autres passes doivent être aménagées sur les cours d'eau en amont.

Il faudrait aussi que l'État réglemente le prélèvement des civelles, via des autorisations administratives. Aujourd'hui, le kilo de civelles peut atteindre 3 000 à 4 000 euros, ce qui constitue un véritable scandale au regard de la biodiversité. La rareté d'anguilles est due pour partie à ces prélèvements. L'État doit donc jouer son rôle de législateur en la matière.

Sur le périmètre du SAGE Vilaine, le taux d'étagement s'élève à 20 %. La Vilaine mesure 218 km et a une altitude de 173 m. En conséquence, le dénivelé maximum devrait atteindre 34,6 m en étagement. Il s'agit donc de se rapprocher autant que possible du seuil de 20 %, en réduisant les franchissements.

Sur le bassin de la Vilaine, l'étagement est généré par 1 400 ouvrages, pour une hauteur de chute cumulée de 735 mètres. De nombreux seuils ont dû être aménagés pour rendre ce fleuve navigable. Il faudrait supprimer 100 mètres de hauteur pour atteindre l'objectif du SAGE. La difficulté consiste à résoudre les conflits d'usages entre le tourisme, la navigation et la continuité écologique.

Hélène HERZOG-STASI

AU-DELÀ DES SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE, QUELLES DIFFICULTÉS AVEZ-VOUS RENCONTRÉES ET COMMENT AVEZ-VOUS PROCÉDÉ POUR LES LEVER ? LE FAIT QU'UN EPTB PUISSE COORDONNER DES MAINTRISES D'OUVRAGE FACILITE-T-IL CETTE DÉMARCHE ?

Jean-François MARY

Aujourd'hui, une centaine de personnes travaillent pour l'EPTB Eaux et Vilaine. Notre coopération avec les services de l'État ne pose pas de problème particulier. Nous ne sommes pas non plus en conflit avec les propriétaires privés. Comme l'a précisé Claude Miqueu, il est indispensable que les parties prenantes entretiennent des relations apaisées.

En réalité, les principales difficultés auxquelles nous sommes confrontés sont les injonctions contradictoires, d'une part, et les modalités de financement des travaux, d'autre part. Nous avons appris récemment que certains aménagements ne seraient plus financés par l'Agence de l'eau, ce qui signifie qu'ils seront supportés par nos concitoyens, notamment via la taxe GEMAPI. Il faut donc que cette taxe soit répartie de manière équitable parmi la population, avec une solidarité entre l'amont et l'aval, et entre les zones urbaines et les

espaces ruraux. Si tel n'est pas le cas, les écarts de prix peuvent être considérables, au détriment des habitants des zones rurales.

Enfin, je rappellerai que la continuité écologique n'est qu'un critère parmi 12. Les autres critères sont aussi importants. En Ille-et-Vilaine, 3 % seulement des masses d'eau sont conformes.

Hélène HERZOG-STASI

M. MIQUEU, LA QUESTION DU FINANCEMENT SOULEVÉE PAR M. MARY EST-ELLE APPRÉHENDÉE PAR VOTRE COMMISSION ?

Claude MIQUEU

Les trois fédérations de moulins ont fait du financement leur priorité dans leurs interventions au Comité national de l'eau. Elles ont fait valoir qu'il était inacceptable de porter le pourcentage d'effacement de seuils de 80 à 100 % et le pourcentage d'aménagements de 40 à 60 %. Telle était leur position avant le vote de l'article 49 de la loi Climat et résilience.

J'ai omis de préciser que dans le bassin Adour-Garonne, je préside un groupe dédié à l'hydroélectricité et aux moulins. Nous reprendrons le chemin du dialogue en novembre.

En tout état de cause, je vous confirme que le financement est au centre de nos préoccupations.

Lors d'une audition au Sénat en juillet, le directeur général de l'OFB a été invité à préciser s'il considérait que l'article 49 de la loi climat et résilience était une erreur. Il a répondu que sur le terrain, les services instructeurs sont effectivement en difficulté pour faire appliquer cet article.

Elmano MARTINS

Je suis président de la commission locale de l'eau du SAGE Sèvre Niortaise Marais Poitevin. Le règlement de notre ancien SAGE comprenait un article sur l'effacement des seuils et la continuité écologique. Cet article a toutefois été attaqué, et le SAGE s'est trouvé dans l'obligation de le supprimer. Dans notre territoire, la situation est donc loin d'être pacifique.

C'est pourquoi je n'ai pas souhaité intégrer la problématique de la continuité écologique sur la Sèvre Niortaise, ce sujet étant trop conflictuel.

Claude MIQUEU

Sachez qu'au Comité national de l'eau, nous terminons un travail sur les SAGE dont nous présenterons les conclusions lors de la réunion du 13 octobre. Trois jours de colloque sont aussi prévus à Lille, les 3, 4 et 5 octobre, pour écouter les acteurs de terrain et simplifier les SAGE.

Par ailleurs, il me paraît opportun de rappeler que l'article 49 de la loi climat et résilience ne concerne que les seuils de moulins. Les seuils agricoles ou autres sont finançables par l'agence de l'eau.

Elmano MARTINS

Mes remarques concernaient bien sûr les seuils de moulins.

Claude MIQUEU

J'ai le souvenir qu'à l'occasion d'une intervention au Sénat, Barbara Pompili avait affirmé aux parlementaires qu'aucun moulin n'avait jamais été démolé et que les actions touchaient uniquement les seuils. Son auditoire s'est empressé de souligner qu'un moulin sans seuil est une maison au bord de l'eau. Sur le plan juridique, le seuil est un élément multiséculaire attaché à la maison.

Concernant l'hydroélectricité, il faut savoir qu'Enedis mobilise l'ensemble des filières, y compris la petite hydroélectricité, pour assurer l'approvisionnement en électricité. Les inquiétudes sur les risques de coupure d'électricité tendent donc à modifier les pratiques.

Je signale également qu'une des conclusions de nos travaux consiste dans l'implication sur le terrain du ministère de la Culture et du ministère des Sports. Il est nécessaire de les mobiliser en amont pour faciliter la coopération interministérielle, ce qui n'est pas toujours facile.

Enfin, j'attire votre attention sur les dispositions de l'arrêt européen Weser de 2015 (CJUE 2015, C-461/13). Cette décision précise qu'il suffit d'un seul critère déclassant (dont la continuité écologique) pour considérer qu'une masse d'eau n'est pas en bon état, même sans incidence majeure sur la qualité de la masse d'eau.

Virginie PASTOR

Je voudrais vous faire part d'une expérience instructive au sujet des moulins. Il m'est arrivé de signer une convention avec un propriétaire pour le rachat de son moulin. Ce dernier s'est toutefois rétracté, avant de vendre son bien à un autre acquéreur. Or, il s'avère que le notaire n'a pas informé le propriétaire du moulin de son obligation de rétablir la continuité écologique.

Il faudrait donc impliquer davantage les notaires au moment de la vente, pour qu'ils appellent les propriétaires à respecter leurs obligations.

Par ailleurs, je constate que les radiers de ponts permettent de sensibiliser les élus sur les projets de continuité écologique.

Claude MIQUEU

Je confirme votre témoignage sur les notaires. J'ai connaissance de plusieurs dossiers dans lesquels les notaires ont omis d'attirer l'attention de leurs acheteurs sur leurs devoirs au regard de la continuité écologique. Nous avons demandé au président de la Chambre syndicale des notaires de diffuser cette information auprès des professionnels.

Florence DAUMAS

Je suis déléguée générale du Cercle Français de l'Eau.

Je conçois que, dans le contexte actuel, toute énergie renouvelable soit la bienvenue et qu'il faille tirer profit de l'hydroélectricité. Toutefois, combien de propriétaires de moulins ont-ils eu recours à l'article 49 de la Loi Climat et résilience pour équiper effectivement leur seuil de turbines ? Cet usage peut-il être rentable et permettre de produire de l'énergie pour un village ?

Claude MIQUEU

Depuis une dizaine d'années, peu de moulins se sont équipés en hydroélectricité. Les demandes portent plutôt sur l'augmentation de puissance des moulins existants.

Le projet de loi sur l'accélération des énergies renouvelables porté en conseil des ministres ce vendredi 30 septembre ne plaît guère aux hydroélectriciens, car il promeut surtout l'éolien, le solaire et le photovoltaïque. J'ai donc demandé au gouvernement de préciser la place de l'hydroélectricité dans la Programmation pluriannuelle de l'énergie.

Anne-Sophie BLANCHARD

L'hydroélectricité est un argument fréquemment invoqué pour justifier le refus d'effacer les seuils des moulins. Nous militons pour que les décisions soient prises au cas par cas.

J'ajoute qu'à côté des séances du comité de pilotage, nous organisons des réunions publiques et adressons des courriers aux riverains concernés par les projets.

Enfin, il est à noter que l'aménagement d'une passe est souvent plus coûteux que l'effacement du seuil.

Mais même lorsque le propriétaire (en l'occurrence, la ville de Quimper) a validé la solution, les associations de moulins continuent à nous attaquer. Ce dogmatisme est réellement problématique.

Hélène HERZOG-STASI

Nous constatons, en vous écoutant, que ce travail requiert beaucoup de temps et d'énergie.

Jean-François MARY

Pour rebondir sur les propos de Mme Blanchard, j'estime que le législateur se doit de fournir aux différents acteurs (EPTB et autres) les moyens juridiques pour agir. Or nous dépensons beaucoup d'énergie pour convaincre les propriétaires, les exploitants agricoles et d'autres partenaires de travaux dont l'utilité est pourtant évidente. Pour l'instant, nous n'avons pas les moyens de travailler plus efficacement pour la continuité écologique des cours d'eau.

Virginie PASTOR

S'agissant de l'hydroélectricité, il est possible de demander au bureau d'études un chiffrage du gain énergétique estimatif qui pourrait être généré après travaux. Cette prestation supplémentaire peut être intégrée à l'étude de maîtrise d'œuvre.

Claude MIQUEU

En conclusion, nous sommes déterminés à reprendre le chemin du dialogue et de l'apaisement. La note du 30 avril 2019 sera respectée.



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE